

## *Etat des lieux de la recherche*

### **Guerres, Révolution et Empire dans l'Oise**

#### **Vincent Reig, historien local**

La Révolution et l'Empire inaugurèrent un nouveau type de guerre qui jeta des nations entières sur le champ de bataille. Cette période vit l'émergence en France, mais aussi en Europe, d'un nouveau type d'armée et de soldats pour lesquels le temps passaient sous les drapeaux n'était pas ou n'était plus celui que l'on consacre à un métier. C'est la figure du citoyen-soldat et même du conscrit qui émerge. La conscription nous conduit notamment à écrire une histoire de la citoyenneté et aussi de la formation de l'unité nationale dans une France plurielle de 130 départements en 1812. De part sa situation géographique, le département de l'Oise eut de tout temps une vocation stratégique de premier plan. Situé à mi-chemin entre la capitale et les frontières, le département représente un espace charnière, dont sa vallée principale, née en Belgique, offre un couloir naturel et traditionnel d'invasion.

C'est dans ce contexte spécifique que les travaux de recherches menés dans l'Oise, en particulier ceux menés par Jacques Bernet pour la Révolution et de Vincent Reig pour l'Empire, ont quelques peu rectifié le tableau idéalisé de l'élan patriotique d'une population confrontées à l'invasion et aux impératifs de la défense nationale. Si l'enrôlement des volontaires de 1791 fut globalement une réussite, les conditions plus contraignantes des recrutements de l'été 1792 sont bien plus chaotiques, marquées par la pleine période des moissons. Cette levée s'apparente dans ses modalités, notamment celles liées aux exemptions dont bénéficient les catégories sociales les plus privilégiées, à l'impopulaire « milice » abolie en 1791. La levée de 300 000 hommes en date du 25 février 1793 est aussi à l'origine de troubles à caractère avant tout social. Les opérations ont été retardées par divers incidents, en particulier dans les districts de Compiègne, Crépy et Breteuil. Cette dernière commune s'était d'ailleurs engagée à verser 800 livres à chacun de ses 18 requis et, faute d'avoir recueilli suffisamment de dons civiques, prétendit établir un impôt exceptionnel, parfaitement illégal. Les jeunes gens allèrent eux-mêmes « taxer les riches » et semer l'agitation dans les alentours. L'annonce, à la mi-mai de l'année 1793, d'une levée complémentaire provoqua des tensions jusque dans le Clermontois et le Beauvaisis qui étaient restés jusque-là les territoires les plus dociles du département.

La Grande Nation passa de la défense à l'offensive et mena une politique d'expansion et de satellisation des pays conquis. Pour faire face aux coalitions, le Directoire, adopte le principe d'un service militaire obligatoire pour tous, en temps de paix comme en temps de guerre et vote ainsi en 1798 la conscription. Les célibataires de 20 à 25 ans sont inscrits ensemble (conscrits) sur les registres militaires. Chaque année seraient appelées sous les drapeaux une ou plusieurs classes d'âge selon les besoins, les conscrits étant désignés par tirage au sort. La loi rappelle la règle fondamentale de la citoyenneté : être citoyen, voter, être élu, exercer une charge de l'Etat ne pouvait se faire sans rendre compte de sa situation militaire. Ainsi la conscription peut être considérée à la fois comme l'aboutissement de la transformation de l'armée d'Ancien Régime en armée de la Nation, et l'origine lointaine du service militaire.

L'acceptation de la guerre par l'ensemble d'une population résignée à en supporter les efforts paraît au final sensible au fil de la période. Sous le Consulat et l'Empire, la machine conscriptionnelle fonctionne de mieux en mieux. Les procédures initiales de la conscription reposent largement sur les autorités locales, maire et conseil municipal qui organisent les procédures de tirages au sort et de remplacement. A partir de 1804, le rouage essentiel est le conseil de révision, installé au chef-lieu d'arrondissement. Le sous-préfet est le maître d'œuvre des opérations. A partir de 1810, Napoléon recourt à des « levées supplémentaires » incluant des conscrits de plus en plus jeunes. Tandis que l'Empire s'effondre, l'Oise répond favorablement aux appels de la levée des conscrits de l'an 1815. Dans un laps de temps assez court, du 26 janvier au 12 février 1814, 2105 hommes quittent l'Oise soit 175 en plus du contingent assigné au département. Pour ce même mois, à l'échelle nationale, l'Oise fait partie de la liste des 5 départements qui ont répondu le plus favorablement à cet appel. Cependant, cette situation tranche avec les levées extraordinaires d'hommes dont la tentative de la « levée en masse » n'a que maigre succès dans un département envahi par les Alliés. L'exemple le plus marquant est l'application du décret du 12 mars 1814 qui pour l'arrondissement de Compiègne 1000 gardes nationaux afin de compléter 2 bataillons de régiments de ligne chargés de défendre le château et le pont de la cité impériale. Tandis que l'ennemi occupe plus des trois quarts des communes de l'arrondissement le 28 mars, le préfet prévient le ministre de l'intérieur de la difficulté des opérations. Les autorités départementales sont parvenues à ne rassembler que 150 à 200 hommes. Ils désertent d'un commun accord quelques temps après leur incorporation.

Les hypothèses que l'on peut avancer pour expliquer ces comportements dans l'Oise relèvent de plusieurs domaines. Dans un premier temps, il semble que les levées d'hommes et les réquisitions dépendent de l'équilibre fragile des relations entre les autorités civiles et militaires du département. Les opérations de conscription révèlent le poids essentiel des autorités civiles par rapport aux militaires. En ce sens, on peut avancer que la guerre permet d'accélérer le processus de réorganisation des pouvoirs publics à l'échelle locale où s'affirme l'autorité préfectorale. Le préfet devient une référence essentielle dans le paysage politique local. Plus qu'un relais du pouvoir central, il peut paraître étroitement lié à la population en prenant dans certaines circonstances la défense des intérêts de ses administrés. Lorsque les militaires rompent cet équilibre en prenant en charge l'organisation du recrutement à l'exemple de « la levée en masse » en 1814, la population est réticente.

Les deux invasions de 1814 et 1815 occupent également une place particulière. Les répercussions économiques dont l'entretien des troupes étrangères mais aussi françaises sont importantes. Les dégâts matériels permettent de juger de l'intensité des combats. Dès la fin du mois de février 1814, les troupes alliées entrent dans le département. Le colonel russe Geismar marche de Roye à Noyon. Les troupes prussiennes de Bülow se dirigent aussi par la suite sur Noyon pour donner la main au gros de l'armée de Silésie qui se porte sur Compiègne par la route de Soissons. Le 19 mars, une colonne autrichienne débouche au nord de Clermont. Les villageois du Clermontois et du Beauvaisis édifièrent parfois de barricades, entraînant des représailles, comme à Wambez, où les Russes commirent des dégâts. Des préparatifs aux combats sont attestés par la correspondance du major Otenin, chargé de défendre la ville impériale de Compiègne. La question de la défense de Compiègne est intéressante dans la mesure où cet événement, dont la mort d'Otenin au combat, soulève des enjeux dans l'écriture de l'histoire départementale. Ainsi, il y a un abîme entre le jugement que les contemporains du major Otenin portaient sur lui, et la place qu'il occupe aujourd'hui dans la mémoire collective. Oublié aussitôt qu'enterré, le major prend figure de héros sous le Second Empire. En 1858, on donne son nom à une rue. Pour autant, la III<sup>ème</sup> République ne le renie pas et le major offre aux Compiégnois un modèle de patriotisme. En 1907, Fournier-Sarlovèze père peint la mort d'Otenin touché au cœur dans une pose d'image d'Epinal. Dans un raccourci saisissant, il montre le soldat mort en héros pour la France aux Prussiens, qui s'écroule devant la statue de Philoctète blessé. Une statue est dressée en son honneur en juillet 1914, mais elle sera fondue par les Allemands en 1942. Si Cailliette de l'Hervilliers dans sa biographie d'Otenin parue en 1866 ou le général Palat dans son ouvrage Compiègne en 1814, ont donné des détails très circonstanciés aux préparatifs et au récit de la bataille de Compiègne du 1<sup>er</sup> avril 1814, les grandes synthèses historiques traitant de la Campagne de France et de la fin de l'Empire en font à peine référence. Tout au plus, Henri Houssaye qui consacre quelques lignes pour souligner le refus opposé par Otenin à la sommation qui lui était faite de rendre la place, ajoute-t-il, en renvoi au bas de page, l'annotation suivante : *Ce brave officier fut tué sous Compiègne, le 1<sup>er</sup> avril, dans une sortie.*